

## **Collectif Gardois des Associations Solidaires**

10 rue Richelieu

30000 Nîmes

06.65.66.74.10

Nîmes, le 24 octobre 2014

### ***Lettre ouverte aux Élus du Conseil Général du Gard, aux Députés et aux Sénateurs du Gard***

*Copie : Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre des affaires sociales de la santé et des droits des femmes, Madame la Secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, Monsieur le Président du Conseil Régional Languedoc Roussillon.*

Nous, bénévoles, présidents, directeurs, salariés des associations d'insertion socioprofessionnelle du Gard, sollicitons votre soutien actif pour sauver les politiques de solidarité envers les plus pauvres et les plus précaires de notre Département.

Cette année 8% d'allocataires sont venus rejoindre les 30 000 gardois percevant le RSA.

**En avril 2014, nous avons été informés de la décision du Conseil Général (CG30) de réduire de 10% à 70% les subventions allouées aux actions d'insertion pour l'année en cours. Celles-ci étaient déjà plafonnées au même niveau depuis 3 ans.**

En juin 2014, le CG30 annonce le non renouvellement en 2015 du Marché Public pour l'accompagnement généraliste des bénéficiaires du RSA. Cela entraîne de fait la suppression de 60 postes d'accompagnement spécifique dédiés aux 11000 allocataires en difficulté sociale (santé, logement, mobilité, parents isolés...) qui seront majoritairement orientés vers le Pôle Emploi aux faibles capacités d'intégration puisqu'il ne propose que 1000 places de « suivi renforcé » pour le Gard.

Compte tenu du désengagement concernant les dotations sociales aux collectivités territoriales, la dette de l'Etat, cumulée depuis 2007, s'élève aujourd'hui à 600 millions d'euros pour le département du Gard, dont 122 millions d'euros pour l'insertion.

Depuis plus de 20 ans, aux côtés du CG30, nos associations participent à la mission de Service Public de solidarité envers les plus démunis.

Chaque année, grâce aux accompagnements mis en place par nos associations, un millier de personnes, souvent peu diplômées et peu qualifiées retournent vers l'emploi ou la formation, et ce, malgré la situation désastreuse du marché de l'emploi dans le Gard.

Les personnes que nous accompagnons se disent d'ores et déjà abandonnées car elles connaissent, ou ont connu pour la plupart, les difficultés que rencontre Pôle Emploi pour les suivre et leur trouver un emploi. L'affaiblissement des liens sociaux engendrera de nouvelles souffrances, aggravera le sentiment de rejet et la défiance envers la politique, facteurs d'abstention.

Certaines de nos associations ont licencié du personnel dès l'annonce fin mars d'une nouvelle amputation budgétaire rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'autres licencient en ce moment même et d'autres encore entament les démarches en vue du dépôt de bilan parce-que le CG 30 a fait le choix de « préparer le terrain » par la voix politique et administrative sur de nouvelles baisses drastiques en 2015...

Nous avons donc constitué le Collectif Gardois des Associations Solidaires auquel 26 associations ont déjà adhéré. Au terme de 3 manifestations importantes regroupant trois collectifs, dont la presse a abondamment témoigné, nous avons été reçus par les services du CG30, des élus et enfin, par le Président Damien ALARY et le Vice-Président Jean DENAT, le 30 Juin dernier.

A ce jour nous n'avons pas reçu de réponse positive à nos demandes légitimes.

Nos missions et nos emplois ainsi que le lien social que nous entretenons avec les personnes en grande difficulté, sont gravement menacés.

Alors qu'il est indispensable de continuer, d'améliorer et de pérenniser les politiques d'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle en allouant des budgets nécessaires aux associations, les élus détruisent un

outil facteur de cohésion sociale et de paix, notamment présent sur des territoires avec très peu d'emploi et des publics défavorisés.

**On nous parle budget, nous répondons responsabilité politique. C'est un désastre social qui se prépare et nos élus en porteront la responsabilité.**

Nous dénonçons cette politique d'austérité.

Nous ne voulons pas d'une société à deux vitesses qui laisse sur le bord du chemin de nombreux gardois qui n'auront que les minima sociaux pour perspective.

Nous demandons à l'Etat de payer tout ou partie de ses dettes aux collectivités locales et nous soutiendrons, comme nous l'avons déjà fait, toute initiative dans ce sens.

Nous comptons sur votre soutien et vos interventions auprès du Premier Ministre et de son gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Sénat et du Président de la République pour que nous puissions continuer dans la sérénité et la confiance nos missions de solidarité auprès de tous ceux qui subissent la dureté de cette société inhumaine qui leur prend leur dignité, les culpabilise, les prive d'emploi et de revenus décents et les livre à la stigmatisation publique.

Veuillez recevoir nos meilleures salutations.

Pour le Bureau  
La Secrétaire  
Christine TOME

ABC  
ACEE  
ADDEEI SUD  
AFIG SUD  
ALG  
ALI  
ARGOS  
ARTOTHEQUE  
ASAVPA  
ASPI  
CALADE  
C'FAIRE  
CNP  
COTE JARDINS SOLIDAIRES  
FAIRE  
JOURNAL DE VALDEGOUR  
LA PLEIADE  
LA RECYCLERIE D'ANDUZE  
L'AURORE  
MAISON DES ALTERNATIVES SOLIDAIRES  
NEGPOS  
OFFRES ET DEMANDES  
QUARTIER LIBRE  
TEDAC  
TREMLIN  
UCDR